

L' ELECTRICITE : LE FIASCO CALIFORNIEN

Dans son bulletin d'information au personnel de juin 2001 « Synthèses », le Conseil supérieur consultatif des comités mixtes à la production d'EDF-GDF (équivalent d'un Comité central d'entreprise), revient sur ce qui s'est passé au début de l'année dans l'Etat le plus riche des USA, la Californie : édifiant.

La grande panne californienne démontre que la dérégulation ne débouche pas nécessairement sur la baisse des prix de l'électricité. Elle peut au contraire générer de nouveaux monopoles à la recherche de profits maximum.

Pendant trente-sept jours, l'Etat le plus riche des Etats-Unis, la Californie, s'est éclairée à la bougie ! Et les Californiens vivent encore un véritable scénario catastrophe : rationnement, coupures d'électricité, hausse vertigineuse des prix de l'électricité.

Pourquoi cette crise ? La dérégulation forcenée engagée en 1996 et l'absence de vue à long terme expliquent en partie cette crise. De plus, depuis une quinzaine d'années, aucune construction de centrale n'a été entreprise, politique qui confronte la Californie à une production d'énergie insuffisante.

La Commission californienne a enfin donné son feu vert à l'édification de neuf centrales opérationnelles en 2003. « *La dérégulation de l'électricité est un colossal et dangereux échec* », a déclaré le gouverneur de la Californie, M. Davis. Il propose d'investir 7 milliards de dollars pour le rachat de cinquante mille kilomètres de lignes de transport. Mais les hausses tarifaires prévues dans son plan divisent son propre camp. Les élus s'interrogent sur la réaction des électeurs quant au transfert même partiel des charges des distributeurs.

FLAMBEE DES PRIX

Depuis la privatisation des ressources en énergie votée en 1996, les producteurs, bénéficiant de la pénurie, ont fait flamber leurs prix alors que la loi interdisait aux distributeurs d'augmenter leurs tarifs aux consommateurs. Ils engrangent ainsi de considérables bénéfices. En revanche, les deux grandes compagnies de distribution frôlent la faillite avec un déficit d'environ douze milliards de dollars. Faillite somme toute relative car des audits publiés fin janvier révèlent que ces compagnies ont versé plusieurs milliards de dollars à leur société mère (respectivement 4,8 et 4,7 milliards de dollars). Un rapport de la California Public Utilities Commission du 13 décembre révèle que la consommation de courant pour juin 1999 et juin 2000 étaient sept fois supérieures à ceux de l'année

précédente. Les Californiens auront donc payé un excédent de quatre milliards de dollars en 2000.

Les conséquences néfastes de la dérégulation américaine doivent nous interpeller. La libération, actuellement en cours en Europe et en France, mérite de notre part un examen attentif.

Josée MARZI

Classement Avril 2000	Classement Précédent	Pays	Coût (en francs KWh)	Evolution (en %)
1	1	Italie	0,553	16
2	5	Etats-Unis	0,459	1,3
3	6	Pays-Bas	0,439	15
4	3	Belgique	0,432	- 1,2
5	7	Royaume-Uni	0,350	-12,5
6	9	Danemark	0,343	10,6
7	4	Allemagne	0,334	-7,5
8	8	France	0,330	-2,7
9	2	Espagne	0,327	-21
10	12	Australie	0,255	2,7
11	10	Canada	0,230	0
12	11	Finlande	0,222	-6
13	14	Suède	0,192	-9
14	13	Afrique du Sud	0,187	5,4

LA CALIFORNIE DANS UN TROU NOIR

De retour de Californie, Tancredi Motta, membre du CSC des CMP (Comité central d'entreprise à EDF-GDF) répond aux questions de Synthèse, bulletin d'information de cet organisme de juin 2001.

Pénurie, augmentation exorbitante des prix, profits maximum pour les producteurs : les consommateurs californiens commencent à douter des vertus de la concurrence. Le fiasco du secteur électrique californien n'est peut-être que le premier d'une longue série, mais il a le mérite de relancer le débat sur la régulation par le seul marché d'un secteur aussi vital.

Quelle est la situation du secteur électrique californien aujourd'hui ?

Dramatique, et cela risque de perdurer jusqu'en 2004. Les producteurs sont fortement soupçonnés d'avoir organisé la pénurie pour leur plus grand profit. En témoigne l'enthousiasme des marchés financiers pour ces électriciens qui vendent leur MWh plus de 2000 dollars aujourd'hui contre 30 hier ! Une autre preuve de manipulation : le prix de l'électricité reste élevé durant le printemps alors que la puissance appelée est bien inférieure à la puissance installée. Ainsi, même hors période de pénurie réelle (vraisemblablement l'été prochain avec la demande en climatisation), les prix sont excessifs.

Quelles sont les solutions envisagées pour résoudre cette crise ?

Aujourd'hui, l'Etat californien est l'acheteur unique pour le compte des compagnies électriques de distribution qui sont en état de banqueroute. Une augmentation des tarifs de 40 % a été décidée le 27 mars dernier. Mais les associations de consommateurs ont protesté contre cette décision car, selon elles, les seuls responsables de l'actuelle situation sont les producteurs qui doivent donc payer. Ces associations, pourtant favorables à une ouverture à la concurrence –car elles espéraient une baisse de prix– regrettent maintenant les anciens monopoles intégrés plus efficacement régulés. « **Le système électrique californien est devenu un avion sans pilote car les responsables politiques étaient convaincus que le marché était un pilote automatique ...** », indiquera l'un de nos interlocuteurs américains.

Qu'en pensent les employés de Pacific Gas and Electricity (PG & E), l'un des deux grands distributeurs d'électricité à San Francisco et dans la région nord de l'Etat ?

Les employés sont plutôt inquiets de la tournure des événements. Selon eux, leur entreprise s'est fait piéger par la nouvelle organisation. La culture technique a beaucoup perdu de sa prédominance au profit d'une approche de l'activité davantage orientée sur les opérations de court terme, de « *trading* » (commerce) aux rendements immédiats. Ils imaginent difficilement de nouveaux sacrifices en termes d'emplois. Ils s'inquiètent du maintien des compétences car il n'y a plus d'embauche dans les métiers techniques et pas de développement d'activités commerciales du fait de la régulation. En outre, « **les employés ne peuvent pas dénoncer les manipulations de leur employeur producteur car la sanction est immédiate : le renvoi** », expliquera Carl Wood, ancien syndicaliste et membre de la Public Utilities Commission.

Il y a d'évidence des leçons à tirer de l'expérience californienne dont l'échec n'est pas seulement à mettre au compte d'une régulation hasardeuse. La philosophie générale du système est aussi à remettre en cause : le marché est-il capable d'assurer la bonne marche d'un système électrique ? Après la Californie, l'Etat d'Alberta, au Canada, puis la

Norvège traversent des difficultés, certes avec des régulations différentes, mais avec cette même philosophie de confiance dans le marché. Après le Britanique, le consommateur californien commence quand même à douter des vertus de la concurrence... Alors on pourrait peut-être enfin commencer à en débattre plus avant.